
De l'ouvrier-masse au travail cognitif

Valeur, travail et répartition dans le capitalisme cognitif

Carlo Vercellone

*Centre d'Économie de la Sorbonne, CNRS et Université Paris 1
106-112, boulevard de l'Hôpital, F-75013 Paris
carlo.vercellone@univ-paris1.fr*

RÉSUMÉ. Dans cet article nous allons tenter de reconstruire les caractéristiques essentielles du passage de la composition de classe de l'ouvrier-masse à celle du travail immatériel et cognitif. Cet article adopte une approche qui combine étroitement théorie et histoire. Une première partie est dédiée à la présentation de la méthode et des concepts à la base d'une analyse post-opéraïste de la dynamique du capitalisme. Nous abordons également certaines implications théoriques et politiques cruciales concernant le sens historique de la loi de la valeur et de sa crise. La deuxième et la troisième partie sont consacrées à une mise en perspective historique de la crise du fordisme et de la transition vers le capitalisme cognitif. Nous insistons sur son origine, son sens et ses enjeux. Nous voyons, pour finir, de quelle manière le rôle de plus en plus central de la rente déplace les termes de l'antagonisme traditionnel fondé sur l'opposition salaire-profit d'entreprise.

ABSTRACT. In the following essay, we will attempt to reconstruct the essential characteristics of the transition from the class composition of the mass worker to that of immaterial and cognitive labour. The essay adopts an approach that directly combines theory and history. The first section is devoted to presenting the methods and concepts on which a post-workerist analysis of capitalism's dynamic is based. We will also address some crucial theoretical and political implications concerning the historical significance of the law of value and its crisis. The second and third sections will be devoted to putting the crisis of Fordism and the transition to cognitive capitalism in historical perspective. We will look closely at cognitive capitalism's origin, its significance and what is at stake within it. Finally, we will show how the ever more central role of rent income replaces the terms of the traditional antagonism based on the opposition between wages and company profit.

MOTS-CLÉS : capitalisme industriel, capitalisme cognitif, ouvrier-masse, travail cognitif, rente, loi de la valeur.

KEYWORDS: Industrial capitalism, cognitive capitalism, mass worker, cognitive labour, rent, law of value.

CLASSIFICATION JEL : J50, P51.

DOI:10.3166/EJESS.24. 15-43 © 2011 Lavoisier, Paris

1. Introduction

La mutation du rapport capital/travail à laquelle nous assistons est comparable, si ce n'est plus importante par sa portée historique, à celle annoncée par Gramsci, durant les années 1930, dans *Américanisme et Fordisme*. C'est pourquoi nous allons tenter de reconstruire les caractéristiques essentielles de cette *grande transformation*, au centre de laquelle se trouve le passage de la composition de classe¹ de l'ouvrier-masse vers celle du travail immatériel et cognitif. Dans cet article, structuré en trois parties, nous adoptons une démarche qui combine étroitement théorie et histoire. La première est dédiée à la présentation de la méthode et des concepts à la base d'une approche néo-marxiste de la thèse du capitalisme cognitif². L'accent est mis sur les conflits de savoir et de pouvoir qui se nouent autour de l'organisation sociale de la production et impulsent les transformations de la division du travail. De même certaines implications théoriques et politiques cruciales concernant le sens historique de la loi de la valeur et de sa crise sont abordées. La deuxième et la troisième partie sont consacrées à une mise en perspective historique de l'origine et des enjeux de la mutation qui a conduit de l'épuisement du capitalisme industriel à l'essor du capitalisme cognitif. Nous voyons, dans ce cadre, de quelle manière le rôle de plus en plus central de la rente déplace les termes de l'antagonisme traditionnel fondé sur l'opposition salaire-profit d'entreprise. Il en résulte le passage d'un « capitalisme vampire » à un « capitalisme parasite » dans lequel le *devenir rente du profit* se présente comme l'autre face de la crise de loi de la valeur.

2. Connaissance, loi de la valeur et dynamique du rapport capital-travail

Depuis la crise du fordisme, le capitalisme est entré dans une phase de transformation majeure qui concerne de manière indissociable l'organisation sociale de la production, la valorisation du capital et les formes de la répartition entre salaire, rente et profit (qui ne sont que l'autre face des rapports sociaux de production). Dans cette évolution, ce sont le sens et les critères même de mesure des catégories fondamentales de l'économie politique qui en sortent déstabilisées : le travail, le capital, la valeur. A l'origine de cette mutation se trouve la montée en puissance de la dimension cognitive et immatérielle du travail et plus globalement celle du rôle de la connaissance. Il va sans dire que le rôle clé joué par la connaissance dans la dynamique du capitalisme n'est pas en soi une nouveauté historique. C'est ainsi que chez Marx la place de la connaissance dans le

1. Pour la définition de ce concept cf. encadré à la fin du texte.

2. Cette approche s'inspire des enseignements issus du courant *opéraïste*. Les pères fondateurs et les théoriciens les plus connus en France de ce courant néo-marxiste sont notamment Romano Alquati, Antonio Negri, Raniero Panzieri, Mario Tronti. Comme le remarque Bernard Paulré (2009), ce courant est l'une des trois principales références théoriques des approches du capitalisme cognitif.

déploiement du rapport antagoniste capital/travail et de la logique de la loi de la valeur, est déjà un critère central de son analyse des tendances du capitalisme menée à travers les notions de subsumption formelle, de subsumption réelle³ et de *general intellect* (Vercellone, 2007).

La question qui se pose alors est celle du sens qu'il est possible aujourd'hui de donner au nouveau rôle de la connaissance, mais aussi de comprendre quels sont ses relations avec les mutations du rapport capital-travail. Sur la base de cette problématique, notre approche développe une critique de l'économie politique des théories de la *knowledge-based economy* qui se traduit par un double renversement, sur le plan conceptuel et méthodologique⁴.

D'une part, sur le plan conceptuel, la notion « incolore » de *knowledge-based economy* est remplacée par celle de capitalisme cognitif. Ce concept se propose justement de mettre en exergue la dimension historique et le rapport conflictuel entre les deux termes qui le composent (Lebert et Vercellone, 2004). Le terme « capitalisme » désigne la permanence, dans le changement, des invariants fondamentaux du système capitaliste, comme le rôle moteur du profit et la centralité du rapport salarial ou plus précisément des différentes formes de travail dépendant sur lesquelles repose l'extraction de la plus-value. Le terme « cognitif », lui, met en évidence la nature nouvelle du travail, des sources de la valeur et des formes de propriété sur lesquelles s'appuie l'accumulation du capital et les contradictions qu'elle engendre. Ces contradictions se manifestent tant au niveau du rapport capital/travail que de celui de l'antagonisme de plus en plus aigu entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Elles résultent en particulier, comme nous le verrons, de la manière dont le capitalisme entretient désormais un rapport d'exploitation essentiellement parasitaire par rapport à l'autonomie du travail social et cognitif qui, pour paraphraser Marx, s'oppose au but limité de la valorisation du capital. De plus, la tentative de transformer la connaissance en un capital et en une marchandise fictives engendre une situation paradoxale dans laquelle plus la valeur d'échange de la connaissance augmente artificiellement plus sa valeur d'usage sociale baisse, du fait même de sa privatisation et de sa raréfaction. L'accentuation de la soumission de la société à la logique marchande du capital s'opère en somme par un mouvement qui non seulement contredit la loi de la valeur temps de travail, mais qui bloque aussi les conditions objectives et subjectives (ou, comme le dirait Marx, *les facultés*

3. Par la notion de *subsumption*, Marx qualifie les formes de subordination du travail au capital. Nous avons préféré ce terme à celui de soumission car il laisse mieux transparaître la permanence de l'opposition capital/travail et du conflit pour la maîtrise des « puissances intellectuelles de la production » qui traverse le développement de différentes étapes de la division capitaliste du travail.

4. Pour une revue critique des théories de la *knowledge-based economy* cf. Lebert et Vercellone (2004) et Vercellone (2008).

*créatrices des agents*⁵) du développement d'une économie fondée sur le savoir et sa diffusion.

D'autre part, sur le plan méthodologique, l'approche du capitalisme cognitif fait redescendre la connaissance dans la dynamique historique concrète des rapports conflictuels de savoir et de pouvoir qui forgent le développement de la division capitaliste du travail. Pour plus de clarté, il importe de rappeler de quelle manière le travail, en tant qu'activité cognitive, conçu comme l'unité indissociable de la pensée et de l'action, est le propre et, par certains aspects, l'essence même de l'homme⁶. Dans cette optique, le point crucial nous semble être le suivant : si la dimension cognitive du travail est l'essence même de l'activité humaine, cette conscience peut se révéler comme un obstacle au contrôle capitaliste du processus de production et donc à l'accumulation de capital. On comprend dès lors pourquoi les rapports de savoir et de pouvoir qui se nouent autour de l'organisation de la production constituent un élément essentiel de l'antagonisme capital-travail, et ce pour deux raisons essentielles.

La première est que ceux qui maîtrisent et dictent les modes opératoires peuvent aussi se rendre maîtres de l'intensité et de la qualité du travail. Dans la mesure même où l'achat et la vente de la force de travail portent sur la mise à disposition d'une quantité de temps, voire d'une puissance, et non sur le travail effectif des salariés, il en découle pour le capitaliste une incertitude structurelle concernant l'exécution du contrat de travail.

La seconde raison est que ceux qui détiennent les savoirs productifs peuvent aussi aspirer à gérer la production, c'est-à-dire définir l'organisation du travail ainsi que les finalités sociales de la production. De ce fait, la diffusion des méthodes tayloriennes et fordistes d'organisation du travail n'a pas tenu seulement à leur adéquation à la logique de la production en série. Elle a résulté aussi et surtout de la nécessité de déstructurer la composition de classe de l'ouvrier professionnel qui, notamment avec le mouvement des Conseils Ouvriers dans l'entre-deux-guerres, a développé une puissante revendication autogestionnaire.

Finalement, l'importance de cette dynamique conflictuelle, portant sur le contrôle des *puissances intellectuelles de la production*, explique pourquoi la logique de la division capitaliste du travail qui se développe à la suite de la première révolution industrielle, a consisté en une tentative de dessaisir, autant que faire se peut, le travail de sa dimension cognitive pour le transformer en son contraire : une activité mécanique et répétitive. C'est dans cette logique que se trouve l'origine du travail aliéné, du *travail sans-phrase*, du travail abstrait mesuré en unités de travail simple, non-qualifié. Nous avons là le point de départ de la tendance que Marx définit comme le passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle du travail au capital. Cependant, cette tendance, qui a trouvé sur bien des aspects son

5. Marx (1968, p. 1482-1483).

6. Cf. notamment Marx (1963) ch. 7 du Livre I du *Capital*.

achèvement historique dans le modèle de croissance fordiste, restera toujours imparfaite. C'est sans cesse qu'un nouveau type de savoir tendra à se reconstituer au niveau le plus élevé du développement de la division technique et sociale du travail. Mieux, la dynamique conflictuelle du rapport capital-travail est susceptible de construire, à l'intérieur même du capitalisme, des lignes de ruptures et de prérequis d'une logique de la division du travail autre allant dans le sens, pour le dire avec Marx, de sa « *dissolution en tant que forme qui domine la production* » (Marx, 1980, p. 188). Dans la conjoncture historique qui a conduit à la crise du fordisme, cette dynamique s'est exprimée à travers les conflits qui ont conduit à la formation d'une *intellectualité diffuse*, notamment grâce à une démocratisation (quoique partielle) de l'accès au système d'enseignement. C'est le début d'un processus de réappropriation collective des *puissances intellectuelles de la production* qui constitue une condition préalable nécessaire du dépassement de la division capitaliste – industrielle du travail. Cet élément contribue à éclairer, à notre sens, l'actualité des passages des *Grundrisse* où Marx ébauche, après l'étape de la subsumption réelle, l'hypothèse du *general intellect*, en anticipant l'avènement d'une économie fondée sur la diffusion et le rôle moteur du savoir dans laquelle la puissance productive du travail intellectuel et immatériel devient dominante (Negri, 1997). Dans cette nouvelle étape du capitalisme, que nous appelons capitalisme cognitif, la loi de la valeur fondée sur le temps de travail entre en crise. Dans le même temps, c'est la logique de la subsumption réelle qui est remise en cause par le retour en force de la dimension cognitive du travail, du moins en ce qui concerne le procès de production⁷. Il s'ensuit en même temps un épuisement de la force progressive du capitalisme industriel qui faisait de la production de masse de marchandises matérielles, associée à une baisse continue de leur valeur individuelle, la mesure et le moteur du développement de la richesse sociale. Dans une économie de plus en plus fondée sur l'immatériel et les productions de l'homme par l'homme (santé, éducation, etc.), c'est une logique rentière de raréfaction des ressources qui prend le devant de la scène et remet en cause la dynamique sur laquelle le capitalisme industriel avait pu acquérir une sorte de légitimité historique, en tant qu'instrument du développement des forces productives et de lutte contre la rareté. Il faut bien souligner que cette évolution critique du capitalisme

7. Il faut en effet, à notre sens, distinguer deux dimensions de la logique de la subsumption réelle. La première concerne l'organisation du processus social de production. Elle désigne la tendance par laquelle le capital exproprie les savoirs ouvriers et « endogénéise », dans la dynamique du changement technique et organisationnel, les exigences de contrôle de la force de travail en réduisant progressivement le travail à un simple appendice du système des machines. La deuxième concerne la tendance du capitalisme à soumettre l'ensemble de la société et des rapports sociaux à l'emprise de la marchandise. Dans le capitalisme cognitif, cette double dimension de subsumption réelle donne lieu à une configuration historique inédite. Tout se passe comme si un formidable approfondissement de la subsumption de la société et des mécanismes de production de la subjectivité à la logique marchande allait de pair avec une crise de la subsumption réelle du procès de travail au capital, à la suite de la formation d'une intellectualité diffuse et de l'hégémonie du travail cognitif.

contemporain – qui selon Gorz (2003), par exemple, correspond à une crise structurelle du capitalisme lui-même – ne signifie pas l'arrêt de l'emprise des rapports marchands sur la société. Elle ne signifie pas non plus que le travail, notamment dans sa dimension cognitive, ne serait plus la source de la création de la valeur et de la plus-value. Au contraire, l'exploitation va s'étendre désormais à l'ensemble des temps sociaux, en raison même de l'effritement des frontières entre travail et *temps libre* qui va de pair avec la montée de la dimension cognitive du travail. Elle conquiert en même temps des domaines d'activité qui étaient restés jusqu'alors extérieurs à la logique du capital. Nous y reviendrons. Pour l'heure, il est important de clarifier un élément essentiel pour bien comprendre le sens de l'hypothèse d'une crise de la loi de la valeur. Une confusion importante, à notre sens, est en effet souvent opérée entre ce que nous appelons la loi de la valeur-plus-value, d'une part et une vision réductrice de la loi de la valeur faisant du temps de travail direct la mesure de la valeur des marchandises, d'autre part⁸. Pourquoi une vision réductrice ? La raison est à la fois d'ordre théorique et historique. Il est en effet indiscutable que la mesure du travail et de la valeur des marchandises en termes d'unités de temps de travail simple abstrait a sans doute joué un rôle clé dans la dynamique de croissance et de « rationalisation » de la production propre au capitalisme industriel. Ce constat ne signifie pas pour autant que la loi de la valeur temps de travail peut être érigée au rang d'invariant structurel du fonctionnement du capitalisme, contrairement à la thèse défendue par un certain marxisme. Nous pouvons au contraire affirmer que c'est la loi de la plus-value, *en tant que loi de l'exploitation et de l'antagonisme* (Negri, 1996), qui a engendré, à un moment donné de l'histoire du capitalisme, la loi de la valeur temps de travail comme un sous-produit et une variable dépendante. L'origine et le sens historique et théorique de cette loi sont en effet étroitement liés à la configuration du rapport capital travail qui se développe à la suite de la révolution industrielle et de la logique de la subsumption réelle du procès de travail au capital. Dans ce cadre, la loi de la valeur temps de travail se présente comme l'expression concrète de l'entreprise de disciplinarisation et d'abstraction du contenu même du travail qui a fait du temps de l'horloge, puis du chronomètre les moyens par excellence pour quantifier la valeur économique issue du travail, en prescrire les modes opératoires et, sur cette base, en augmenter la productivité. En même temps, elle joue un rôle clé pour assurer, en fonction de l'évolution du temps de travail socialement nécessaire, la régulation à posteriori, par l'échange marchand, des rapports de concurrence liés à l'activité décentralisée d'unités productives indépendantes les unes des autres.

Il faut bien garder à l'esprit, à ce propos, que c'est avant même que l'économie politique des classiques élabore la théorie de la valeur-travail, que dans la société et dans les pratiques de gestion des entreprises se diffuse la représentation sociale du travail lui-même comme une grandeur qu'il est possible de rendre homogène et de mesurer : c'est-à-dire, une dépense d'énergie appliquée durant un temps donné. En

8. Sur ce point, je me permets de renvoyer à Vercellone (2010) où ces deux conceptions de la loi de la valeur sont examinées plus en détail.

somme, il n'est en aucune manière possible de défendre une généalogie de la loi de la valeur remontant à une mythique société marchande simple de producteurs indépendants, comme le proposait l'interprétation de Frederick Engels. Au contraire, avant la révolution industrielle les rapports des hommes aux temps et à la production étaient radicalement différents, marqués par un rythme en grande partie autodéterminé et discontinu (Thompson, 2004). Ce n'est qu'à la suite du développement de l'entreprise capitaliste que ce rapport s'inverse : c'est le temps qui devient la mesure du travail et par conséquent la norme de son évaluation et de sa rémunération en fonction du temps passé. De manière plus générale, nous pouvons affirmer que le sens historique de la révolution industrielle correspond à une véritable *révolution du régime temporel*, plus encore qu'à une révolution technologique. La loi de la valeur temps de travail se présente donc comme l'expression d'un *bio-pouvoir* qui fait pénétrer l'horloge dans toutes les sphères de la vie en synchronisant et subordonnant l'ensemble des temps sociaux à la discipline et aux rythmes de l'usine. Il s'agit de l'un des aspects majeurs de la mise en place d'une société disciplinaire qui aujourd'hui, à la suite de la crise du fordisme et du retour en force de la dimension cognitive du travail, cède la place à une société de contrôle et à la mise en œuvre d'un nouveau régime temporel.

De cette analyse résultent deux conséquences principales.

La première est que la loi de la valeur temps de travail est indissociable, et ne représente qu'une articulation historiquement déterminée, de la loi de la plus-value. La loi de la plus-value, faisant du surtravail la source du profit et des rentes, est donc première et par conséquent elle est autonome par rapport à la loi de la valeur temps de travail comme critère de mesure du travail et de l'évolution des prix relatifs des marchandises.

La seconde est que l'approfondissement de la loi de la plus-value et du royaume de la marchandise (les éléments sur lesquels repose dans un sens plus précis la loi de la valeur comme rapport social d'exploitation) peut aussi entrer en contradiction avec la logique de la valeur temps de travail. Ce dont témoigne l'évolution actuelle du capitalisme, et ce d'un triple point de vue.

– Pour un nombre croissant de marchandises la valeur d'échange est maintenue artificiellement élevée au moyen de différents artefacts institutionnels, alors que les coûts de reproduction, en termes de temps de travail, sont très faibles et dans certains cas tendent vers zéro. Par ailleurs, l'emprise des rapports marchands s'étend à des biens, comme la connaissance traditionnelle et le vivant, qui dans leur essence, n'ont pas été produits comme des marchandises et, de toute manière, sont inassimilables à des valeurs trouvant leur substance (et mesure) dans le temps de travail. En un certain sens, nous pouvons affirmer que c'est la tentative même de maintenir en vigueur et déployer la logique de la marchandise qui contraint aujourd'hui le capital à s'émanciper de la loi de la valeur temps de travail. Cette évolution marque la crise de cette loi, mais aussi, et de manière encore plus prégnante, la crise même de l'essence de la loi de la valeur en tant que rapport social

qui fait de l'extension des rapports marchands le critère clé et progressif du développement de la production de valeurs d'usage et de la satisfaction des besoins.

– Dans le passage du capitalisme industriel au capitalisme cognitif, la place jadis centrale du capital fixe matériel, évalué aux coûts historiques, tend à être supplantée par celle du capital nommé immatériel. Ce dernier échappe, lui aussi, à toute mesure objective en termes de temps de travail. Sa valeur ne peut être que l'expression de l'évaluation subjective des profits anticipés effectuée par les marchés financiers s'accaparant par ce moyen d'une rente. Plus fondamentalement encore, la notion de capital immatériel est un symptôme de la crise de la catégorie même de capital constant, qui s'était affirmée avec le capitalisme industriel, où C (le capital constant) se présentait comme du travail mort cristallisé dans les machines imposant au travail vivant sa domination. Cette hypothèse trouve aussi confirmation dans la controverse sur l'origine du célèbre *goodwill* (Halary, 2004 ; Vercellone, 2010) : le principal actif immatériel dont dépendrait la survaleur incarnée par le *goodwill* ne serait en fait rien d'autre que le « capital intellectuel », représenté par les compétences, les savoirs tacites, la capacité de coopération de la force de travail. En somme, il ne s'agit pas de capital (malgré la torsion opérée par les concepts de capital intellectuel ou de capital humain), mais en réalité de la qualité de la force de travail qui, par définition, constitue un actif non négociable. Ce qui signifie que la mesure du capital, comme le fondement de son pouvoir sur la société, dépendent de moins en moins du travail mort et du savoir incorporé dans le capital constant, mais d'une convention qui trouve son principal ressort dans le pouvoir de la finance et la violence de la monnaie.

– Enfin, le retour en force de la dimension cognitive et intellectuelle du travail détermine, dans nombre d'activités productives, la remise en cause de la norme du temps de travail abstrait simple, comme mesure de la valeur des marchandises et comme critère de l'organisation de la production selon les normes de l'horloge et du chronomètre. Le travail mesuré au temps passé et certifié dans l'entreprise n'est le plus souvent qu'une fraction du temps social effectif de travail. Nous entrons dans la sphère du hors mesure.

Cette analyse nous permet de débarrasser, d'emblée, le terrain d'un certain nombre de malentendus surgit autour de l'interprétation de la thèse du capitalisme cognitif. Lorsque nous parlons de crise de la loi de la valeur fondée sur le temps de travail et mettons ce phénomène en relation avec l'hégémonie du travail cognitif et le « devenir rente du profit », cela ne signifie point mettre en discussion le fait selon lequel le travail demeure la seule source de création de la plus-value. Cela signifie, par contre, qu'il faut mettre l'accent sur des mécanismes de captation de la plus-value radicalement différents par rapport à la configuration du capitalisme industriel et de la subsumption réelle du procès de travail au capital. Cela signifie aussi que la loi de la valeur plus-value survie désormais comme une enveloppe vidée de ce que, à tort ou à raison, Marx considérait comme les fonctions progressives du capital dans l'organisation du travail et le développement des forces productives, fonctions sur lesquelles il était également possible d'établir une distinction théorique

cohérente entre la catégorie du profit et la dimension parasitaire de la rente⁹. Plus précisément, la crise de la loi de la valeur va en fait de pair avec la perte de pertinence de deux arguments essentiels à travers lesquels Marx avait pu opérer, dans le cadre du capitalisme industriel, une distinction assez claire entre rente et profit. Le premier concerne le caractère interne du capital au processus de production en tant que condition nécessaire de la direction et de l'organisation du travail. Cette intériorité repose sur la correspondance de la figure du capitaliste et de celle de l'entrepreneur ou sur une technocratie managériale qui, au sens de Marx, incarne le *capital-fonction* dans la droite ligne de la tendance à la subsumption réelle du travail au capital. Le deuxième argument consiste à affirmer que le profit, contrairement à la rente, est pour l'essentiel réinvesti dans la production et joue un rôle décisif dans le développement des forces productives et la lutte contre la rareté¹⁰.

3. Fordisme et composition de classe de l'ouvrier masse

Le rapport capital-travail dans le fordisme se présente sur bien des aspects comme l'aboutissement de la logique du capitalisme industriel et de la tendance à la subsumption réelle du procès de travail au capital. Il en résulte une dynamique dans laquelle l'opposition connaissance/travailleur collectif va de pair avec une dynamique de la répartition centrée sur l'antagonisme entre salaire et profit d'entreprise. Dans cette section, nous allons décrire ces caractéristiques du mode de régulation fordiste, qui ont été au cœur de la dynamique conflictuelle de l'ouvrier masse et du processus de transformation qui a abouti au capitalisme cognitif.

3.1. *Connaissance, valeur et rapport capital/travail dans la grande entreprise fordiste*

Le fordisme s'appuie sur une logique d'accumulation fondée le rôle moteur de la grande firme spécialisée dans la production de masse de biens durables. Du point de vue de la place de la connaissance dans le rapport capital-travail, il constitue le plein développement de quatre tendances principales du capitalisme issu de la première révolution industrielle : la polarisation sociale des savoirs ancrée sur la séparation entre travail intellectuel et travail manuel ; l'hégémonie des connaissances incorporées dans le capital fixe et l'organisation managériale des firmes par rapport aux savoirs mobilisés par le travail ; la centralité du travail matériel, soumis aux normes tayloriennes d'extraction de la plus-value ; le rôle stratégique du capital fixe comme forme principale de la propriété et du progrès technique.

9. Sur cette distinction théorique cf. Vercellone (2008).

10. Pour une définition plus précise des catégories salaire, rente et profit, je me permets de renvoyer à Vercellone (2007).

Plus précisément, dans le paradigme de la production de masse, le rapport capital/travail repose sur deux principes essentiels.

Le premier concerne la hiérarchie entre deux niveaux fonctionnels et séparés de la division du travail dans la grande firme fordiste.

D'une part, dans les ateliers de fabrication, l'organisation scientifique du travail en termes de travail prescrit et de temps alloués se propose d'enlever toute dimension intellectuelle aux activités de fabrication. La tendance à l'abstraction du contenu du travail devient vraie dans la pratique en réduisant le travail à une simple dépense d'énergie effectuée en un temps donné. Le facteur subjectif du travail est relégué parmi les facteurs objectifs. Il est pensé comme une activité mécanique qui assimile le capital variable à du capital constant. Cette séparation du travail de la subjectivité du travailleur provient d'un processus d'objectivation du travail lui-même, dans un ensemble de tâches descriptibles et mesurables selon la norme du chronomètre.

D'autre part, dans les bureaux méthodes et les centres de recherche et développement (R&D) une composante minoritaire de la main-d'œuvre détient le monopole du travail de conception et de production de la connaissance finalisée à la planification de l'organisation du travail et à l'effort d'innovation.

Le second principe concerne la mesure de la valeur et la régulation de l'échange capital-travail. Dans la grande entreprise fordiste, c'est sur la base de cette logique de la division du travail que le principe de la productivité-volume s'affirme comme le critère principal de la rentabilité économique. La planification de la loi de la plus-value et son articulation à la loi de la valeur temps de travail semblent trouver une pleine cohérence : le temps se présente incontestablement comme la norme clé de mesure du travail et de l'efficacité économique. Notons que la validité de ce critère repose aussi sur la manière dont l'essentiel de la création de la valeur se trouve dans la sphère de la production matérielle directe, sphère où l'activité du travail ouvrier consiste principalement à agir, selon un paradigme énergétique, sur la matière inanimée au moyen d'outils et de machines. Cette centralité du travail matériel simple, non qualifié, permet une convergence des critères techniques (physiques) et économiques (monétaires) de la productivité, en faisant du temps « un équivalent général de la performance et de la création de valeur » (Veltz, 2000, p. 77).

Elle favorise aussi le respect de deux conditions centrales à l'origine de la définition du rapport salarial canonique, c'est-à-dire : 1) la renonciation, en contrepartie du salaire, de la part des travailleurs à toute revendication sur la propriété du produit de leur travail dans la mesure même où ce produit est physiquement séparé du travail ouvrier et approprié matériellement par l'employeur ; 2) dans le capitalisme industriel, le salaire est effectivement la contrepartie de l'achat de la part du capital d'une fraction de temps humain bien déterminée mise à la disposition de l'entreprise. Le temps productif du travail dans le paradigme

énergétique correspond au temps passé à l'intérieur de l'usine selon les modalités prévues par le contrat de travail.

Notons, enfin, que cette conception du travail productif se traduit, sur le plan de la représentation sociale des temps sociaux, dans un clivage qui oppose le temps de travail direct salarié et les autres temps sociaux considérés, eux, comme improductifs. Ce clivage se décline à plusieurs niveaux :

- Dans l'opposition entre « le temps de travail » qui est un temps de la subordination, et « le temps dit libre » soustrait formellement à l'emprise de l'entreprise.

- Dans l'opposition entre travail salarié et travail de « reproduction » domestique non rémunéré à travers laquelle se concrétisent aussi les inégalités de la division sexuelle du travail.

- Dans l'opposition entre la sphère de la production et celle de la consommation où les biens de consommation fordistes, notamment les biens d'équipement ménagers, sont essentiellement centrés sur une logique de réduction du temps et des coûts de reproduction de la force de travail.

- Dans l'organisation du cycle de vie ternaire en trois étapes bien dissociées : l'éducation, l'activité professionnelle, la retraite.

Le respect de l'ensemble de ces conditions sur lesquelles s'est, par ailleurs, construite la théorie économique dominante et sa représentation de l'arbitrage travail/loisir, sera, comme nous le verrons, remis en cause par la montée de la dimension immatérielle et cognitive du travail.

3.2. Salaire, profit et rente dans la croissance fordiste

Selon la théorie française de la régulation, l'âge d'or de la croissance fordiste repose sur un compromis capital/travail assurant aux salariés une augmentation régulière des salaires (indexés sur les prix et les gains de productivité) en contrepartie de l'acceptation, de la part des travailleurs, du monopole patronal sur l'organisation du travail. Ce compromis aurait assuré des règles stables du partage de la valeur ajoutée aussi bien entre salaire et profit qu'entre consommation et investissement. Il en aurait résulté une articulation macro-économique cohérente entre production et consommation de masse ainsi qu'un développement équilibré des sections productives (Aglietta, 1976).

Il faut pourtant noter que cette interprétation de la régulation du rapport salarial fordiste est une rationalisation a posteriori en grande partie erronée. Aussi bien en Italie qu'en France, par exemple, le lien sur la longue période entre la croissance des salaires et celle de la productivité n'a pas été le fruit d'un compromis ex-ante. Ce lien a plutôt été la conséquence, ex-post, d'une course poursuite entre salaires et productivité résultant d'une dynamique hautement conflictuelle. Il est en revanche indiscutable, à notre sens, que dans le mode de développement fordiste-keynésien, la

dynamique de croissance et de la répartition du revenu repose sur la centralité du rapport salaire/profit d'entreprise et s'accompagne d'une marginalisation de la rente et du rôle de la propriété passive des actionnaires, au sens de Berle et Means (1932).

Cinq facteurs principaux expliquent cette marginalisation de la rente à l'âge d'or de la croissance fordiste :

– Une série cohérente de dispositifs institutionnels relatifs à la réglementation des marchés financiers, du système bancaire, à l'impôt progressif sur le revenu limitent le pouvoir de la propriété patrimoniale, tout en favorisant un processus inflationniste et des taux d'intérêt réels très faibles et parfois négatifs.

– La régulation de la création monétaire est soumise aux principes keynésiens de la subordination de la banque centrale au pouvoir politique. Ce statut de la banque centrale, associé à un puissant système bancaire public, est une condition essentielle pour permettre le financement hors marché de l'essentiel des déficits et de la dette publique, en la soustrayant à l'arbitrage des marchés financiers. Il autorise aussi une resocialisation partielle et indirecte de la monnaie, notamment à travers la monétisation étatique des conflits sociaux, qui a contribué au développement du *Welfare* et du salaire socialisé.

– Le développement des institutions du *Welfare* permet de socialiser les conditions et les coûts collectifs de la reproduction de la force de travail, tout en soustrayant à la logique de la valorisation du capital et au pouvoir de la finance une masse croissante de revenus (comme dans le cas du système de retraite par répartition).

– La grande firme fordiste spécialisée dans la production de masse exprime l'hégémonie d'un capitalisme industriel directement impliqué dans la création de la plus-value. Il correspond, au sens de Galbraith, à l'âge d'or du capitalisme managérial. Nous entendons par là, le pouvoir d'une technocratie qui tire pour l'essentiel sa légitimité de son rôle dans l'organisation de la production et la programmation de l'innovation. Il en découle une logique gestionnaire qui privilégie l'expansion des capacités productives et relègue dans une position de second rang les intérêts des actionnaires et d'autres modalités « non productives » de valorisation du capital.

– Enfin, en phase avec une logique d'accumulation et de la propriété centrée sur le capital fixe, le rôle des droits de propriété intellectuelle se trouve fortement limité. En particulier, l'octroi d'un brevet dépend de la démonstration du caractère véritablement novateur de l'invention et de son inscription dans un dispositif technique matériel.

En somme, dans le fordisme, les deux conditions théoriques qui permettent de différencier clairement la rente du profit sont réunies. D'une part, le capital se présente comme un élément interne et une condition nécessaire à la direction et à l'organisation du travail. D'autre part, il semble assurer, grâce au réinvestissement productif de la plupart des profits et à la production de masse de biens de consommations durables, un rôle véritable dans le développement des forces

productives et la lutte contre la rareté. Dans ce cadre, la répartition du revenu va ainsi se concentrer autour de l'opposition entre le profit d'entreprise et une dynamique salariale qui, bien que de plus en plus socialisée, trouve son impulsion première dans les conflits à l'intérieur des grandes entreprises fordistes.

La place de la rente, elle, semble reléguée à un rôle secondaire et ne concerne pour l'essentiel que l'expansion du tribut foncier (Lipietz, 1974) liée à l'urbanisation, et cela dans une quasi-logique d'opposition au profit. Preuve en est, à titre d'exemple, la proposition développée au début des années 1970, par la direction de Fiat, d'une alliance néo-ricardienne entre patronat et syndicat contre la rente urbaine, considérée comme l'une des principales responsables de l'inflation des revendications salariales de l'*Autunno Caldo*.

4. La crise du fordisme et la transition vers le capitalisme cognitif : origine, sens et enjeux

La crise sociale du fordisme correspond à un niveau supérieur de grande crise par rapport aux autres grandes crises qui ont rythmé l'histoire du capitalisme issu de la première révolution industrielle. Son sens historique ne correspond pas à la seule déstructuration des fondements d'un mode de développement (le fordisme) propre au capitalisme industriel. Ce niveau supérieur de grande crise désigne en même temps une crise du capitalisme industriel, en tant que système historique d'accumulation. Il exprime une dynamique de transformation qui a conduit à la remise en cause de certains des invariants les plus fondamentaux du capitalisme industriel, tout en posant les jalons d'une économie postindustrielle fondée sur la connaissance. Cette nouvelle grande métamorphose du capitalisme trouve notamment son origine dans un renversement de la tendance longue à la polarisation des savoirs, propre au capitalisme industriel. En somme, le savoir et le travail intellectuel ne sont plus, comme l'affirmait Smith (1991, p. 45) dans *La Richesse des Nations*, « comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation, d'une classe particulière de citoyens ». Ils commencent par se disperser au sein de la société, et ces formes de dispersion de la connaissance vont progressivement se manifester au sein même des organisations et des rapports interfirmes.

Le point de départ de ce bouleversement plonge ses racines dans les conflits qui, à partir de la fin des années 1960, vont conduire à l'affirmation du salaire comme variable indépendante et à la diffusion des comportements du refus du travail, qui paralysent les grandes usines fordistes. Les bases sociales du compromis fordiste et de l'organisation scientifique du travail en sortent profondément déstructurées. Ces conflits ont abouti, dans le même temps, à une formidable expansion du salaire socialisé et des services collectifs du *Welfare* au-delà des compatibilités de la régulation fordiste du rapport salarial. Il en a résulté une atténuation de la contrainte monétaire au rapport salarial et un processus de réappropriation collective des puissances intellectuelles de la production, engendré notamment par le

développement de la scolarisation de masse. Cette formidable hausse du niveau moyen de formation de la force de travail, qui a joué un rôle clé dans la montée de la part du capital dit intangible dans l'économie, ne correspond pas de surcroît au lent déploiement d'une tendance de longue période. Il s'agit plutôt d'un processus très accéléré à l'échelle de l'histoire et étroitement imbriqué à la crise du fordisme. Son ressort est une demande sociale de démocratisation de l'accès au savoir conçue à la fois comme un moyen de mobilité sociale et de rupture avec les normes de la division sociale du travail propres au rapport salarial fordiste et à la société disciplinaire. Il faut aussi noter que l'un des aspects les plus prégnants de ce phénomène de diffusion du savoir et de bouleversement de la division du travail, est représenté par l'accès massif des femmes au système d'enseignement secondaire et supérieur, avec des taux qui, dans de nombreuses filières universitaires, dépassent désormais ceux des hommes. Cette évolution va significativement de pair avec la féminisation du salariat et une tertiarisation de l'économie dans laquelle les productions de l'homme par l'homme (santé, éducation, travail de care, etc.) vont jouer un rôle grandissant. Dans ce cadre, il est hautement significatif que ce sont souvent les compétences relationnelles et émotionnelles du travail de reproduction accomplis traditionnellement par les femmes qui sont appréhendées, quoique de manière ambivalente, comme des qualités décisives dans le nouveau paradigme du travail cognitif (Monnier et Vercellone, 2007).

C'est grâce à cette dynamique complexe conflits/innovations que l'ouvrier-masse a déterminé la crise du modèle fordiste, tout en construisant au sein du capital les éléments d'un commun et d'une mutation ontologique du travail, qui pointe au-delà de la logique du capital. Les conditions subjectives et les formes structurelles de l'essor d'une économie basée sur le rôle moteur du savoir et sa diffusion, ont été ainsi bâties. Nous avons là l'ouverture d'une nouvelle phase historique du rapport capital/travail, marquée par la constitution d'une intellectualité diffuse et la figure du travailleur collectif du *general intellect*.

Il faut souligner deux arguments essentiels si l'on veut caractériser de manière adéquate l'origine du nouveau capitalisme et de la composition de classe du travail cognitif.

Le premier est que l'essor d'une économie fondée sur la connaissance repose sur la puissance du travail vivant. La mise en place d'une économie fondée sur la connaissance précède et s'oppose, tant d'un point de vue logique qu'historique, à la genèse du capitalisme cognitif. Ce dernier est le résultat d'un processus de restructuration par lequel le capital tente d'absorber et de soumettre de manière parasitaire à sa logique les conditions collectives de la production des connaissances, en étouffant le potentiel d'émancipation inscrit dans la société du *general intellect*. Par le concept de capitalisme cognitif nous désignons alors un système historique d'accumulation, dans lequel la valeur productive du travail intellectuel et immatériel devient dominante et où l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte directement sur l'expropriation rentière

du commun et sur la transformation de la connaissance en une marchandise fictive (Negri et Vercellone, 2008).

Le deuxième argument est que, contrairement aux théories en termes de révolution informationnelle, l'élément déterminant de la mutation actuelle du travail ne peut pas être expliquée par un déterminisme technologique fondé sur le développement des technologies de l'information et la communication (TIC). Ces théories oublient, en fait, deux éléments essentiels : les TIC ne peuvent correctement fonctionner que grâce à un savoir vivant capable de les mobiliser, car c'est la connaissance qui gouverne le traitement de l'information, information qui demeure autrement une ressource stérile, comme le serait le capital sans le travail. La force créatrice principale à la base de la révolution des TIC ne provient pas d'une dynamique d'innovation impulsée par le capital. Elle repose sur la constitution de réseaux sociaux et de formes nouvelles de coopération du travail, souvent porteuses, comme dans le modèle du logiciel libre, d'une organisation alternative aussi bien à l'entreprise qu'au marché comme formes de coordination de la production. Sur cette base, les TIC renforcent le développement de la dimension immatérielle du travail, tout en favorisant un processus qui conduit à l'effritement des frontières entre temps de travail et temps libre.

4.1. Les principales caractéristiques du nouveau rapport capital/travail

La montée en puissance de la dimension cognitive du travail correspond à l'affirmation d'une nouvelle hégémonie des connaissances mobilisées par le travail, par rapport aux savoirs incorporés dans le capital fixe et l'organisation managériale des firmes. La principale source de la valeur réside, désormais, dans les savoirs mobilisés par le travail vivant et non dans les ressources et le travail matériel. Dans le nouveau capitalisme, l'activité de travail d'une partie croissante de la population consiste de plus en plus à traiter de l'information, à produire des connaissances et à s'engager dans des relations de services fondées sur l'échange de savoirs et les productions de l'homme par l'homme. L'importance de l'activité productive routinière et du travail matériel, qui consiste à transformer la matière à l'aide d'outils et de machines, eux aussi matériels, recule à l'avantage d'un nouveau paradigme à la fois plus intellectuel, immatériel et communicationnel du travail.

Dans la nouvelle configuration du rapport capital/travail, ce dernier est ainsi en même temps à l'intérieur de l'entreprise, mais s'organise aussi, et de plus en plus, en dehors d'elle (Negri, 2006).

Cette mutation, comme nous allons le voir, implique deux conséquences fondamentales. La première est que, à l'échelle de chaque entreprise, l'activité créatrice de valeur coïncide de moins en moins avec l'unité de lieu et de temps propre aux réglages des temps collectifs de la période fordiste. La seconde, à l'échelle sociale, correspond à la manière dont la production de richesse et de connaissance s'opère, de plus en plus, en amont du système des entreprises et de la

sphère marchande. Elle ne peut être reconduite à l'intérieur de la logique de valorisation du capital que de manière indirecte, à partir d'un rapport d'extériorité à la production, qui s'apparente sur bien des aspects à une logique rentière. A la suite de cette évolution, l'ensemble des conventions fordistes-industrielles concernant le rapport salarial, la notion de travail productif, les sources et la mesure de la valeur, les formes de la propriété et de la répartition du revenu, en sortent profondément modifiées. Plusieurs faits stylisés témoignent de l'ampleur de cette transformation.

4.1.1. Hausse de la part du capital immatériel, services collectifs et intellectualité diffuse

Le premier fait stylisé renvoie à la tendance historique à travers laquelle la part du capital nommé intangible (R&D mais surtout Education, formation et santé), incorporé pour l'essentiel dans les hommes¹¹, a dépassé celle du capital matériel dans le stock réel du capital et est devenue l'élément déterminant de la croissance.¹² L'interprétation de ce fait stylisé a, au moins, quatre significations majeures et étroitement imbriquées, mais presque systématiquement occultées par la littérature économique sur la *knowledge-based economy*.

La première signification est que cette tendance est étroitement liée aux facteurs à la base de l'essor d'une intellectualité diffuse : c'est celle-ci qui rend compte de la partie la plus significative de la hausse du capital nommé intangible. La connaissance est de plus en plus collectivement partagée, et ce fait bouleverse aussi bien l'organisation interne des firmes que leurs rapports avec l'extérieur.

La deuxième est que, contrairement à une idée répandue, les ressorts sociaux et les véritables secteurs moteurs d'une économie fondée sur la connaissance ne se trouvent pas dans les laboratoires privés de R&D des grandes firmes. Ils correspondent au contraire aux productions collectives *de l'homme par l'homme*, assurées traditionnellement par les institutions communes du *Welfare State* (santé, éducation, recherche publique et universitaire, etc.)¹³. Cet élément est systématiquement omis par les économistes *mainstream*, et ce alors que l'on assiste à une pression extraordinaire pour privatiser et/ou subordonner à la logique marchande ces productions collectives. L'explication de cette occultation grossière se trouve dans l'enjeu que représente pour le capitalisme cognitif le contrôle biopolitique et la colonisation marchande des institutions du *Welfare*¹⁴. Santé, éducation, formation et culture représentent non seulement une part croissante de la

11. Qualifié souvent et à tort de capital humain.

12. Cf. Kendrick (1994).

13. Pour une analyse approfondie du rôle de l'Etat-providence dans la mutation actuelle du capitalisme voir aussi Monnier et Vercellone (2007).

14. Contrairement au discours idéologique dominant qui stigmatise les coûts et la prétendue improductivité des services collectifs du *Welfare*, l'objectif est donc moins la réduction du montant absolu de ces dépenses que leur réintégration dans les circuits marchands et financiers.

production et de la demande sociale, mais plus encore forment les modes de vie (Boyer, 2002). C'est ici que s'ouvre le terrain d'un conflit majeur entre la stratégie néolibérale de privatisation du commun et celle d'un projet de resocialisation de l'économie, fondé sur la réappropriation démocratique des institutions du *Welfare*.

La troisième signification de ce fait stylisé est que c'est désormais le travail à remplir certaines fonctions essentielles assurées traditionnellement par le capital constant, tant sur le plan de l'organisation de la production qu'en tant que facteur principal de la compétitivité et du progrès des connaissances (Marazzi, 2007). Nous pourrions affirmer, pour reprendre mais dans un sens un peu différent un concept de Luigi Pasinetti (1993), qu'à l'âge du capitalisme cognitif et de la figure du travailleur collectif du *general intellect* nous nous rapprochons de l'abstraction d'une économie de production de pur travail, dans laquelle le phénomène clé n'est plus l'accumulation de capital fixe, mais la capacité d'apprentissage et de création de la force de travail.

La quatrième signification est que les conditions de la formation et de la reproduction de la force de travail sont désormais directement productives et que la source de la « richesse des nations » repose aujourd'hui, de plus en plus, sur une coopération située en amont des enceintes des firmes. Notons aussi que, face à cette évolution, le modèle canonique de la théorie de la connaissance, selon lequel la production de savoirs serait le fait d'un secteur spécialisé, perd toute pertinence¹⁵. Ce secteur, si l'on peut encore utiliser ce terme, correspond aujourd'hui à l'ensemble de la société. Il en résulte que le concept même de travail productif devrait s'étendre à l'ensemble des temps sociaux, qui participent à la production et à la reproduction économique et sociale.

4.1.2. De l'hégémonie d'une division technique à l'hégémonie d'une division cognitive du travail

Le deuxième fait stylisé concerne le passage de l'hégémonie d'une division technique taylorienne, vers une division cognitive du travail. Dans nombre d'activités productives, l'efficacité ne repose plus sur la réduction des temps opératoires nécessaires à chaque tâche. Elle se fonde sur les savoirs et la polyvalence d'une force de travail capable de s'adapter à une dynamique de changement continu. Dans ce cadre, comme le soulignent Fumagalli et Lucarelli (2008), les économies statiques d'échelle propres au fordisme, cèdent la place aux économies dynamiques d'apprentissage et de *net-work*. Cette évolution tend à rompre les frontières, autrefois étanches, entre conception et exécution et la dynamique de l'innovation redescend dans l'atelier d'où le capitalisme industriel avait voulu la bannir. Dans le même temps, les critères industriels d'évaluation de l'efficacité sont remis en cause : la référence au temps homogène ne permet plus, dans un grand nombre de cas, de décrire et organiser le travail, ni de se présenter comme une mesure fiable de la valeur et des coûts de production (Veltz, 2000).

15. Ce modèle trouve sa référence première dans l'article d'Arrow (1962).

Notons que, par-delà le modèle paradigmatique des services supérieurs et des activités high-tech de la « nouvelle économie », la diffusion des tâches de production de connaissances et de traitement de l'information concerne tous les secteurs économiques, y compris ceux à faible intensité technologique. En témoigne la progression généralisée des indicateurs d'autonomie dans le travail. Certes, cette tendance n'est pas univoque. A l'intérieur d'une même entreprise, certaines phases du processus productif peuvent être organisées selon des principes cognitifs, alors que d'autres phases de la production, notamment les opérations les plus standardisées, peuvent demeurer fondées sur des logiques d'organisation du travail de type taylorien ou néo-taylorien. Il n'en reste pas moins que, tant sur un plan qualitatif que sur un plan quantitatif (du moins dans les pays de l'OCDE), c'est la figure du travail cognitif qui se trouve au centre du procès de valorisation du capital¹⁶ et détient donc le pouvoir de déstabiliser les mécanismes de la production capitaliste.

4.1.3. La déstabilisation des termes canoniques de l'échange capital/travail

Le troisième fait stylisé concerne la manière dont la montée de la dimension cognitive du travail induit une double déstabilisation des termes canoniques régissant l'échange capital/travail¹⁷.

En effet, dans les activités intensives en connaissances, où le produit du travail prend une forme éminemment immatérielle, nous assistons à la remise en cause de l'une des conditions premières du contrat salarial, c'est-à-dire la renonciation de la part des travailleurs, en contrepartie du salaire, à toute revendication sur la propriété du produit de leur travail. Dans des activités comme la recherche ou la production de logiciels, par exemple, le travail ne se cristallise pas dans un produit matériel séparé du travailleur : le produit demeure incorporé dans le cerveau du travailleur et partant indissociable de sa personne. Cela contribue à expliquer la pression exercée par les firmes pour obtenir une mutation et un renforcement des droits de propriété intellectuelle, afin de s'appropriier les connaissances et de clôturer les mécanismes permettant leur circulation.

Par ailleurs, la délimitation précise et l'unité synchronique du temps et du lieu de la prestation du travail, qui structurent la norme fordiste du contrat salarial se trouvent profondément modifiées. Comme nous l'avons vu, dans le paradigme énergétique du capitalisme industriel, le salaire est la contrepartie de l'achat de la part du capital d'une fraction de temps humain bien déterminée, mise à la disposition de l'entreprise. L'employeur, dans le cadre de ce temps de travail, doit s'occuper de trouver les modalités les plus efficaces pour l'utilisation de ce temps payé afin de dégager de la valeur d'usage de la force de travail la plus grande quantité possible de surtravail. Ce qui ne va évidemment pas de soi, car capital et

16. Pour un étayage empirique de cette thèse voir aussi l'article de Lucarelli et Vercellone dans ce numéro.

17. Sur ces points, voir Vercellone (2006) et Negri et Vercellone (2008).

travail ont, par essence, des intérêts contradictoires. Les principes de l'organisation scientifique du travail, grâce à l'expropriation des savoirs ouvriers et à la prescription stricte des temps et des modalités opératoires, furent en leur temps une réponse apportée à cette question décisive. Dans l'usine fordiste, le temps effectif de travail, la productivité des différentes tâches, comme le volume de la production, furent en pratique planifiés et connus d'avance par les ingénieurs des bureaux méthode.

Mais, tout change dès lors que le travail, en devenant de plus en plus immatériel et cognitif, ne peut plus être réduit à une simple dépense d'énergie effectuée en un temps donné. Le capital est conduit à reconnaître au travail une autonomie croissante dans l'organisation de la production, même si cette autonomie se limite au choix des moyens pour atteindre des objectifs hétéro-déterminés. Le vieux dilemme concernant le contrôle du travail réapparaît sous des formes nouvelles. Le capital est non seulement devenu à nouveau dépendant des savoirs des salariés, mais il doit obtenir une mobilisation et une implication active de l'ensemble des connaissances et des temps de vie des travailleurs. Le travail cognitif, de par sa nature, se présente en effet comme une activité qui se déroule tant en amont et en dehors, que dans le cadre de l'entreprise et de l'horaire officiel de travail. Par conséquent, les frontières traditionnelles entre travail et non travail s'estompent, et cela à travers une dynamique éminemment contradictoire. D'une part, le temps dit libre ne se réduit plus à sa seule fonction cathartique de reproduction du potentiel énergétique de la force de travail. Il s'ouvre sur des activités de formation, d'autoformation, de travail bénévole, de communautés de partage et de production des savoirs, qui traversent les différentes activités humaines. Dans ces différentes transitions, chaque individu porte son savoir d'un temps social à un autre, ce qui élève la valeur d'usage individuelle et collective de la force de travail. D'autre part, cette dynamique engendre un conflit et une tension croissante entre cette tendance à l'autonomie du travail et la tentative du capital d'assujettir l'ensemble des temps sociaux, à la logique hétéronome de la valorisation du capital.

La prescription de la subjectivité afin d'obtenir des salariés l'intériorisation des objectifs de l'entreprise, l'obligation de résultat, le management par projets, la pression du client ainsi que la constriction pure et simple liée à la précarité, constituent les moyens principaux mis en œuvre par le capital, pour tenter de répondre à ce problème inédit. Les diverses formes de précarisation du rapport salarial constituent, aussi et surtout, un instrument par lequel le capital tente d'imposer et de bénéficier gratuitement de l'implication/subordination totale des salariés, et cela sans reconnaître et sans payer le salaire correspondant à ce temps de travail non intégré et non mesurable par le contrat officiel de travail, car il se déploie sur l'ensemble des temps sociaux et de vie. Ces évolutions se traduisent par une montée du surtravail et de la plus-value absolue difficilement quantifiables, selon les critères traditionnels de leur mesure. Il s'agit de l'un des éléments qui doit nous conduire à repenser globalement la notion de temps de travail et donc de salaire, par rapport à l'âge fordiste. Il s'agit aussi de l'un des facteurs qui contribuent à

expliquer pourquoi le processus de déqualification de la force de travail, propre au capitalisme industriel, semble aujourd'hui céder la place à un processus de précarisation et de déclassement qui pénalise en particulier les jeunes et les femmes tout en déterminant une dévalorisation des conditions de rémunération et d'emploi, par rapport aux qualifications et aux compétences effectivement mobilisées dans l'activité de travail.

4.2. La crise de la formule trinitaire : économie de rente et privatisation du commun

Les transformations du mode de production sont étroitement associées à un bouleversement des formes de captation de la plus-value et de la répartition du revenu. Dans ce cadre, deux évolutions majeures doivent être retenues.

La première concerne le décalage flagrant entre le caractère de plus en plus social d'une coopération productive qui s'étend sur l'ensemble des temps sociaux, d'une part et des mécanismes de formation des salaires qui restent prisonniers de l'héritage de normes fordiste, faisant dépendre l'accès au revenu de l'emploi et du temps de travail officiel passé au sein de l'entreprise, d'autre part. Nous avons là un décalage qui a fortement contribué à la stagnation des salaires réels et à la précarisation des conditions de vie d'une masse croissante de travailleurs. Dans le même temps, on assiste à une baisse drastique du montant et des bénéficiaires des prestations fondées sur des droits objectifs, résultant de la cotisation sociale ou de la citoyenneté. Il s'ensuit le retour vers un État-providence résiduel régi par des politiques ciblées sur des catégories particulières et stigmatisées de la population. Dans ce cadre, la priorité donnée à des prestations assistancielles d'un montant très faible et soumises à une conditionnalité forte, structure la transition d'un système de *Welfare* vers un système de *Workfare State*.

La seconde évolution concerne le retour en force de la rente. Elle se présente à la fois comme l'instrument principal de captation de la plus-value et de désocialisation du commun. Le sens et le rôle de ce retour en force de la rente peuvent être cernés à deux principaux niveaux. Tout d'abord, sur le plan de l'organisation sociale de la production, ce sont les frontières traditionnelles entre rente et profit d'entreprise qui perdent de plus en plus leur pertinence. Ce brouillage des frontières rente/profit trouve l'une de ses manifestations dans la façon dont le pouvoir de la finance remodèle les critères de gouvernance des entreprises, en fonction de la seule création de la valeur pour l'actionnaire. Tout se passe comme si au mouvement d'autonomisation de la coopération du travail, correspondait un mouvement parallèle d'autonomisation du capital sous la forme abstraite, éminemment flexible et mobile du capital-argent. Nous assistons à un nouveau saut qualitatif par rapport au processus historique qui avait conduit à une séparation croissante de la gestion et de la propriété du capital. Pourquoi ? La réponse est dans le fait que l'âge du capitalisme cognitif, ne sanctionne pas seulement le déclin irréversible de la figure

idyllique de l'entrepreneur weberien, réunissant en sa personne les fonctions de la propriété et celles de la direction de la production. Il correspond aussi et surtout à la fin de la technostructure galbraithienne, tirant sa légitimité du rôle que son savoir joue dans la programmation de l'innovation et dans l'organisation du travail. Ces figures cèdent la place à celle d'un management dont la compétence principale consiste en l'exercice de fonctions essentiellement financières et spéculatives, tandis que, comme nous l'avons vu, les fonctions réelles d'organisation de la production sont de plus en plus dévolues aux salariés. Cette évolution peut être constatée tant au niveau de chaque entreprise (nous pourrions parler de rente absolue), qu'au niveau du rapport des firmes avec la société. La compétitivité des firmes dépend en fait toujours davantage non des économies internes, mais des économies externes, c'est-à-dire de la capacité de capter les surplus productifs provenant des ressources cognitives d'un territoire. A une échelle historique inédite, il s'agit de ce que A. Marshall lui-même qualifiait de rente, pour bien distinguer ce « don gratuit » résultant du « progrès général de la société » des sources normales du profit¹⁸. Aussi, le capital s'accapare-t-il gratuitement les bénéfices du savoir collectif de la société, comme s'il s'agissait d'un don de la nature et cette partie de la plus-value est en tout point comparable à la rente différentielle dont bénéficient les propriétaires des terres les plus fertiles¹⁹. En somme, au sens de Marx, le profit comme la rente, tend à se présenter de plus en plus comme un rapport pur de distribution, dans la mesure où le capital prélève la plus-value de l'extérieur sans plus jouer, dans la plupart des cas, aucune fonction positive réelle dans l'organisation de la production. En second lieu, le développement actuel de la rente correspond à ses formes et à ses fonctions les plus pures, celles qui ont déjà été à la base de la genèse du capitalisme lors du processus des enclosures. Nous désignons par-là la manière dont la rente se présente comme le produit d'une privatisation du commun qui permet, sur cette base, de prélever un revenu engendré par la création d'une rareté artificielle des ressources. C'est le trait commun qui englobe, dans une logique unique, la rente issue de la spéculation immobilière et le rôle majeur que, depuis le début des années 1980, la privatisation de la monnaie et de la dette publique ont joué dans l'essor de la rente financière et la déstabilisation des institutions du *Welfare State*. Une logique analogue préside à la tentative de privatiser l'information, le savoir et le vivant, grâce à une politique de renforcement des droits de propriété intellectuels qui permet de maintenir artificiellement élevés les prix de nombre de marchandises, alors que leurs coûts de reproduction sont très faibles ou nuls. Il en résulte une contradiction de plus en plus aiguë entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Nous avons là une situation qui contredit les principes mêmes sur

18. Marshall (1971), Tome 2, p.146.

19. Dans ce cadre, comme l'affirme Marx dans un passage percutant du Livre III du *Capital* où il ébauche une théorie du devenir rente du profit, tombe alors « le dernier prétexte pour confondre salaire de direction et profit d'entreprise et le profit s'est révélé dans la pratique tel qu'il était incontestablement en théorie : comme simple plus-value, comme valeur pour laquelle aucun équivalent n'est payé, comme travail gratuit matérialisé » (Marx, 1968, p. 1150).

lesquels les pères fondateurs du libéralisme économique ont justifié la propriété, comme un instrument de lutte contre la rareté. Désormais, c'est la création de la propriété qui fait apparaître la rareté. Il s'agit de ce que Marx qualifierait d'une stratégie visant à maintenir de manière forcée la primauté de la valeur d'échange contre la richesse qui, elle, dépend de l'abondance, de la valeur d'usage et donc de la gratuité. Nous sommes donc en présence de l'une des manifestations majeures de la crise de la loi de la valeur et de l'antagonisme capital/travail à l'âge du *general intellect*.

Ces changements profonds dans les rapports entre salaire, rente et profit, sont aussi la base d'une politique de segmentation de la composition de classe et du marché du travail dans le sens d'une configuration fortement dualiste. Un premier secteur concentre une minorité privilégiée de la main-d'œuvre employée dans les activités les plus rentables et souvent les plus parasitaires du capitalisme cognitif, comme les services financiers aux entreprises, les activités de recherche orientées vers l'obtention de brevets, les conseils juridiques spécialisés dans la défense des droits de propriété intellectuelle, etc. Ce secteur du « cognitariat », (que l'on pourrait aussi qualifier de fonctionnaire de la rente du capital), voit ses rémunérations et ses compétences nettement reconnues. Sa rémunération intègre de plus en plus une participation aux dividendes du capital financier et les travailleurs concernés bénéficient des formes de protection d'un système de fonds de pension et d'assurances maladie privées. Le second secteur, quant à lui, concentre une main-d'œuvre dont les qualifications et les compétences ne sont pas reconnues. Cette catégorie majoritaire du travail cognitif finit ainsi par subir, comme nous l'avons vu, un lourd phénomène de « déclassement ». Elle doit non seulement assurer les emplois les plus précaires de la nouvelle division cognitive du travail, mais aussi les fonctions néo-tayloristes des nouveaux services standardisés et liés au développement des services personnels marchands à bas salaires. Le dualisme du marché du travail et de la répartition du revenu renforce ainsi, par un véritable cercle vicieux, le démantèlement des services collectifs du *Welfare*, à l'avantage de l'expansion des services marchands aux personnes qui sont à la base de la domesticité moderne.

5. Pour conclure : deux modèles opposés de société et de régulation d'une économie fondée sur la connaissance

Finalement, la rente sous ses différentes formes (financière, immobilière, brevets etc.) joue une place, de plus en plus stratégique, dans la valorisation du capital, la répartition du revenu et la stratification sociale de la population. Il en découle une désagrégation de ce qu'il était convenu d'appeler les classes moyennes et l'affirmation d'une société en sablier, marquée par une polarisation extrême des richesses. C'est à l'aune de cette mutation structurelle de l'accumulation du capital caractérisée par ce que nous avons appelé « le devenir rente du profit » (Vercellone, 2007), qu'il faut comprendre l'origine et les enjeux de la crise systémique ouverte

par l'éclatement de la bulle spéculative des *subprimes* en 2007 et qui se poursuit, aujourd'hui en Europe, sous la forme de la crise de la dette souveraine. Cette nouvelle « grande crise » du capitalisme montre le caractère irrésolu des contradictions à la base de l'épuisement du capitalisme industriel qui avait trouvé dans le modèle fordiste une sorte d'aboutissement historique. Elle exprime aussi la contradiction structurelle entre la logique rentière du capitalisme cognitif et financiarisé, d'une part et les conditions sociales à la base d'une économie fondée sur la connaissance et les productions de l'homme par l'homme, d'autre part. Au centre de cette contradiction se trouvent les institutions du commun du système du *Welfare State* qui, dans son double aspect indissociable de mode de production et de distribution de la richesse, constitue la cible principale des politiques d'austérité et de libéralisation réclamées par les marchés financiers et la célèbre Troïka.

Dans un contexte exacerbé par l'approfondissement de la crise, il se dessine ainsi une alternative entre deux modèles opposés de société et de régulation d'une économie fondée sur la connaissance.

Le premier peut être qualifié de modèle rentier d'accumulation par dépossession et expropriation du commun. Il correspond à l'accentuation des politiques néolibérales d'austérité et de démantèlement du *Welfare*, sous l'égide du pouvoir de la rente et d'une hybridation, de plus en plus prononcée, des logiques du public et du privé, comme en témoignent la mise en œuvre des principes du *New Public Management* ou encore les critères des politiques de sauvetage et de recapitalisation sans conditions dont a bénéficié le système bancaire. Notons pourtant que ce régime « d'accumulation par dépossession »²⁰ et le mode de régulation sur lequel il repose, se heurte à des contradictions majeures. Sur le plan de la gestion macro de court terme de la crise, il accentue les tendances stagnationnistes des économies de l'UE avec pour résultat celui de creuser davantage, au lieu de les réduire, les déficits et la dette des États et partant, le risque d'une crise simultanée d'insolvabilité des États et du système bancaire. Sur le moyen-long terme, le démantèlement des institutions et des services collectifs du *Welfare* risque aussi et surtout d'éroder les ressorts les plus essentiels de la croissance et de la compétitivité. Certes, l'extension de la logique marchande dans ces secteurs est théoriquement possible. Toutefois santé, éducation, recherche etc. constituent des activités qui ne peuvent être soumises à la rationalité économique du capital, sinon au prix d'un rationnement des ressources, d'inégalités sociales profondes et finalement d'une baisse drastique de l'efficacité sociale de ces productions, ce qui risquerait à terme de saper les conditions collectives à la base de la reproduction d'une économie fondée sur le savoir et sa diffusion.

Face à cette logique dévastatrice du capitalisme contemporain, la reconquête démocratique des institutions du *Welfare*, s'appuyant sur la dynamique associative et d'auto-organisation du travail qui traverse la société, apparaît ainsi, tant du point de vue des normes de productions que des normes de consommation, comme un élément essentiel de la construction d'un modèle de développement alternatif. Deux

20. Pour reprendre l'expression de Harvey (2010).

axes principaux pourraient constituer l'ossature et poser les jalons de ce mode de développement, fondé sur la mise en place de ce que nous pourrions appeler un système de *common-fare*.

Le premier axe renvoie à la priorité donnée à l'investissement dans les services collectifs non marchands et les productions de l'homme par l'homme qui assurent en même temps la satisfaction des besoins essentiels, la reproduction d'une économie fondée sur la connaissance et un modèle de développement socialement et écologiquement soutenable. La mise en place de ce modèle implique bien évidemment la remise en cause du paradigme dominant selon lequel les dépenses et les services collectifs du *Welfare* représenteraient exclusivement un coût, dont le financement dépendrait d'une ponction effectuée, via les prélèvements obligatoires, sur la valeur et la plus-value créées par le secteur privé marchand (pensé, à tort, comme le seul secteur producteur de richesse). Dépenses et services collectifs du *Welfare* devraient être en revanche considérés comme les facteurs moteurs d'une économie intensive en connaissance et des investissements productifs qui, par leur propre activité, engendrent une richesse monétaire non marchande qui n'est pas détournée mais directement produite (Harribey, 2004). Pour mieux comprendre cette affirmation, il faut prolonger le raisonnement qui avait conduit à se débarrasser de l'idée selon laquelle l'investissement présuppose l'accumulation d'une épargne préalable, et ce justement grâce à la création monétaire par le crédit²¹. Autrement dit, il faut considérer que les dépenses et les investissements sociaux du *Welfare* ne font, en réalité, qu'anticiper et ante-valider la création d'une richesse non marchande, produite pour satisfaire des besoins collectifs dont l'impôt sera après-coup la contrepartie, ou si l'on veut le prix collectif²².

Ce point, bien évidemment, renvoie à la question incontournable des modes de gouvernance permettant une véritable réappropriation démocratique des institutions du *Welfare*. Il est essentiel de noter à ce dernier propos que les productions de l'homme par l'homme constituent aussi un gisement d'emploi à haute qualification, dans des activités où la dimension cognitive et relationnelle du travail est dominante. Les productions de l'homme par l'homme sont en somme toujours, presque par définition, une coproduction de services. Dans ce cadre, il est alors possible d'envisager, tant sur le plan de l'organisation du travail que des finalités sociales de la production, le développement de formes démocratiques et inédites d'auto-organisation de la production impliquant étroitement les usagers, et ce selon un modèle qui pourrait s'étendre progressivement aux autres secteurs et activités

21. C'est aussi pourquoi « l'investissement peut être entravé par manque de monnaie, jamais par manque d'épargne », comme le souligne Aglietta (2001, p.70) en rappelant cet enseignement théorique essentiel de Keynes.

22. En somme, qu'il s'agisse de la production marchande ou des services collectifs du *Welfare State*, dans les deux cas, comme le montre toujours Harribey (2004), c'est l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements qui lance le circuit économique et permet la distribution des revenus qui vont ensuite être dépensés pour l'achat de biens marchands ou bien pour le paiement de l'impôt.

économiques. Nous avons là – comme en témoignent les récents mouvements d'autogestion d'hôpitaux en Grèce et en Espagne, par exemple – un champ d'expérimentation fondamental afin de penser le mode de production du commun sur la base d'une rupture radicale avec les principes de la privatisation de la connaissance et du *New Public Management* qui combine aujourd'hui ce qu'il y a de pire dans la logique bureaucratique du public et dans celle du résultat quantifié et de la productivité débit du privé (Laval *et al.*, 2011).

Le deuxième axe reposerait, lui, sur le renforcement de la logique du salaire socialisé au moyen de l'extension de formes d'accès à un revenu garanti fondées sur des droits objectifs et une logique opposée à celle de la dépendance économique et subjective façonnée par la dette.

Dans cette perspective, à terme, la mise en place d'un véritable salaire ou Revenu Social Garanti (RSG) inconditionnel et indépendant de l'emploi pourrait s'inscrire. Ce revenu de base pourrait se présenter comme étant à la fois une institution du commun et un revenu primaire pour les individus, c'est-à-dire un revenu résultant directement de la production et non de la redistribution.

Une institution du commun donc, car le RSG ne relève pas de la sphère publique mais, correspond « en fin de compte, à la mise en commun d'une partie de ce qui est produit en commun, délibérément ou non » (Gorz, 2003, p. 101) et cela en dehors de toute logique contributive qui rechercherait un rapport de mesure et proportionnalité entre effort individuel et droit au revenu.

Un revenu primaire car la proposition du RSG, comme institution du Commun, repose sur un réexamen et une extension de la notion de travail productif, menée d'un double point de vue (Monnier et Vercellone, 2007).

Le premier a trait au concept de travail productif, conçu selon la tradition dominante au sein de l'économie politique, comme le travail qui engendre un profit. Il s'agit là du constat selon lequel nous assistons aujourd'hui à une extension importante des temps de travail, hors journée officielle du travail, qui sont directement ou indirectement impliqués dans la formation de la valeur captée par les entreprises. Le RSG, en tant que salaire social, correspondrait, de ce point de vue, à la rémunération collective de cette dimension, de plus en plus collective, d'une activité créatrice de valeur qui s'étend sur l'ensemble des temps sociaux en donnant lieu à une énorme masse de travail non reconnue et non rétribuée. Il permettrait de renforcer le pouvoir contractuel de l'ensemble de la force de travail, en soustrayant au capital une partie de la valeur captée par la rente.

Le second point de vue renvoie, lui, au concept de travail productif pensé comme le travail producteur de valeurs d'usage, source d'une richesse échappant à la logique marchande et du travail salarié subordonné. Il s'agit, en somme, d'affirmer que le travail peut être improductif de capital, tout en étant productif de richesses et partant, trouver sa contrepartie dans un revenu. C'est par ailleurs déjà le cas, d'un point de vue strictement théorique, pour les activités réalisées au sein des services

publics non marchands, qui produisent de la richesse et non de la valeur (marchande). Le caractère inconditionnel du RSG se distingue cependant, de manière radicale, du salaire versé aux travailleurs de ces services car il ne se fonde ni sur un travail dépendant, ni n'implique de la part des bénéficiaires une quelconque démonstration de l'utilité sociale de leur activité. Il présuppose la reconnaissance d'une activité créatrice de richesses et d'une coopération productive qui se développent, en amont et de manière autonome, par rapport à la logique administrative de la sphère publique et à la logique de la rentabilité marchande du privé. Notons aussi le rapport à la fois d'antagonisme et de complémentarité que ces deux formes contradictoires de travail productif entretiennent dans le développement du capitalisme cognitif. L'expansion du travail libre va en fait de pair avec sa subordination au travail social, producteur de valeur en raison même des tendances qui poussent vers un brouillage de la séparation entre travail et non travail, sphère de la production et sphère de la consommation et de la reproduction de la force de travail. La question posée par le RSG reste donc non seulement celle de la reconnaissance de cette deuxième dimension du travail productif, mais aussi et surtout celle de son émancipation de la sphère de la production de valeur et de plus-value. En ce sens, l'atténuation de la contrainte au rapport salarial autorisée par le RSG constituerait une condition clé pour permettre au travail cognitif de se réapproprié de la maîtrise de son temps de vie et d'utiliser le temps et l'énergie psychiques ainsi libérées, dans le développement des diverses formes de production du commun.

Finalement, le RSG se présente à la fois comme une institution du commun, un revenu primaire pour les individus et un investissement collectif de la société dans le savoir permettant, à l'instar des dépenses et des services collectifs du *Welfare*, l'essor d'un mode de développement, basé sur la primauté du non marchand et des formes de coopération alternatives aussi bien au public qu'au marché dans leurs principes d'organisation.

La notion de composition de classe

La notion de composition technique et politico-subjective de classe est un outil méthodologique essentiel pour caractériser les formes historiquement déterminées de l'antagonisme capital/travail. Elle peut être caractérisée, comme son nom l'indique, à partir de la combinaison de deux niveaux d'analyse. Le premier a trait à la composition technique de classe définie comme la réciproque du rapport de domination exprimé par la composition organique du capital. Elle permet de caractériser, à partir du « point de vue » du travail vivant, les formes de la subsomption dans l'organisation capitaliste de la production et d'identifier les figures du travail situées au centre du procès de valorisation du capital. Sur cette base certains aspects décisifs et historiquement déterminés du rapport conflictuel

capital/travail peuvent être dégagés. Ainsi, par exemple, l'ouvrier professionnel, issu de la seconde révolution industrielle, luttait pour la réappropriation directe des moyens de production face à un procès de travail qui n'était pas encore entièrement soumis et modelé par le capital, sous la forme d'une ossature objective indépendante des travailleurs ; successivement, l'ouvrier-masse face à un procès de travail complètement forgé par les exigences du procès de valorisation, se révoltera contre la « physicité » même de la chaîne de montage. Il faut noter que la valeur heuristique de la notion de composition technique de classe reste pourtant fortement limitée. Elle n'est qu'un élément, un passage nécessaire vers l'analyse de la problématique de la « composition technique et politico-subjective de classe » qui constitue le second niveau. Si l'analyse s'arrête à la caractérisation de la dimension technique du rapport capital/travail, le risque est en effet celui d'appréhender la composition et les comportements du prolétariat comme une catégorie structurelle forgée par l'accumulation du capital. C'est pourquoi l'analyse de la composition de classe doit, aussi et surtout, être menée à partir de son extériorité au mode de production et de l'autonomie des mécanismes de formation de la subjectivité, des modes de vie et de reproduction et donc des mécanismes de la conflictualité qui forgent, au moins autant qu'ils en sont déterminés, la dynamique de développement du capitalisme industriel. Il s'agit d'un enseignement essentiel que nous lègue, au cours même de la formation du mouvement ouvrier, durant la première révolution industrielle, le cas exemplaire du mouvement luddiste. La naissance de la classe ouvrière n'a pas été le produit objectif de la formation du système des fabriques. Elle est, par contre, un processus actif mis en œuvre par des agents, autant que par des conditions. En d'autres termes, « la classe est un rapport historique conflictuel, on ne peut pas séparer la notion de classe de celle de lutte de classe, les classes ne luttent pas parce qu'elles existent, elles en viennent à exister parce qu'elles luttent » (Abensour, *in* Thompson, 1988, p. V). Cette approche nous lègue un héritage méthodologique de première importance pour cerner la constitution et les transformations successives du capitalisme à partir de la centralité et du rôle moteur de l'antagonisme du travail vivant.

Bibliographie

- Abensour M. (1988). La passion d'Edward P. Thompson. Introduction à Thompson E.P., *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Gallimard Le Seuil.
- Aglietta A. (2001). *Macroéconomie financière 1 : Finance, croissance et cycles*, La Découverte.
- Arrow K. (1962). Economic welfare and the allocation of resources for invention, *The rate and direction of inventive activity*, Nelson R. (ed.), Princeton University Press.
- Berle A., Means G. (1932). *The modern corporation and private property*, New York, Harcourt, Brace and World.
- Boyer R. (2002). *La croissance, début de siècle*, Albin Michel, Paris.

- Boyer R. (2004). *Théorie de la régulation 1 : Les fondamentaux*, La Découverte.
- Fumagalli A., Lucarelli S. (2008). Basic income and productivity in cognitive capitalism. *Review of Social Economics*, 66, p. 14-37.
- Gorz A. (2003). *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*, Galilée.
- Halary I. (2004). Ressources immatérielles et finance de marché : le sens d'une liaison. Communication, 4e journée d'étude *Approches économiques et pluridisciplinaires du patrimoine*, Université de Reims / INRA-MONA, Paris, 14 octobre.
- Hardt M., Negri A. (2010). *CommonWealth*, Harvard University Press.
- Harribey J.-M. (2004). Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique. *Economie Appliquée*, vol. 57, n° 4, p. 59-96.
- Harvey D. (2010). *Géographie et capital*, Sylepse, Paris.
- Kendrick J.W. (1994). Total capital and economic growth. *Atlantic Economic Journal*, 22, p. 1-18.
- Laval C., Vergne F., Clément P., Dreux G. (2011). *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte.
- Lebert D., Vercellone C. (2004). L'économie de la connaissance et de l'immatériel, entre théorie et histoire : du capitalisme industriel au capitalisme cognitif. *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 43-44, p. 17-39.
- Lipietz A. (1974). *Le tribut foncier urbain*, F. Maspero, Paris.
- Marazzi C. (2007). Amortissement du corps-machine. *Multitudes*, 27, p. 27-37.
- Marshall A. (trad. Française 1971). *Principes d'économie politique*, II Tomes, Gordon & Breach, Paris-Londres.
- Marx K. (1963). *Le Capital Livre I*, in Œuvres, Économie, Tome I, Gallimard, Coll. La Pléiade, Paris.
- Marx K. (1968). *Le Capital Livre III*, in Œuvres, Économie, Tome II, La Pléiade, Paris.
- Marx K. (1980). *Grundrisse*, Tome II, Éditions Sociales.
- Monnier J.-M., Vercellone C. (2007). Travail, genre et protection sociale dans la transition vers le capitalisme cognitif. *European Journal of Economic and Social Systems*, 20, p. 15-35.
- Mouhoud E.M. (2003). Division internationale du travail et économie de la connaissance », *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Vercellone C. (dir.), La Dispute.
- Moulier-Boutang Y. (2007). *Capitalisme cognitif*, Ed. Amsterdam, Paris.
- Negri A. (1996). *Marx au-delà de Marx*, L'Harmattan, Paris.
- Negri A. (1992). Valeur-travail : crise et problèmes de reconstruction dans le postmoderne. *Futur Antérieur*, 10, p. 30-36.
- Negri A. (1997). *Vingt thèses sur Marx. Marx après les marxismes*, Vakalouloulis M., Vincent J.-M. (dir.), L'Harmattan-Futur Antérieur, p. 333-372.

- Negri A. (2006). *Fabrique de porcelaine*, Stock.
- Negri A., Vercellone C. (2008). Le rapport capital-travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, 32.
- OCDE (1996). *The knowledge-based economy*. [http://www.oecd.org /dataoecd /51/8 / 1913021 . pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/51/8/1913021.pdf)
- Pasinetti L. (1993). *Structural economic dynamics: a theory of economic consequences of human learning*, Cambridge University Press.
- Paulré B. (2005). *Introduction au capitalisme cognitif*, Séminaire Transformations du travail et crise de l'économie politique, Matisse-Isys, <http://seminaire.samizdat.net/spip.php?article61>.
- Smith A. ([1776] trad. Française 1991). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, tome 1, Garnier-Flammarion, Paris.
- Thompson E. (2004). *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, La Fabrique éditions, Paris.
- Veltz P. (2000). *Le nouveau monde industriel*, Gallimard.
- Vercellone C. (2010). La loi de la valeur dans le passage du capitalisme industriel au capitalisme cognitif. *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 23, p. 75-88.
- Vercellone C. (2008). La thèse du capitalisme cognitif : une mise en perspective historique et théorique. *Les nouveaux horizons du capitalisme : pouvoirs, valeurs et temps*, Colletis G., Paulré B. (dir.), Economica, Paris.
- Vercellone C. (2007). From formal subsumption to general intellect: elements for a Marxist reading of the thesis of cognitive capitalism. *Historical Materialism*, 15.
- Vercellone C. (2007). La nouvelle articulation rente, salaire et profit dans le capitalisme cognitif. *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n°1, p. 45-64.
- Vercellone C. (ed.) (2006). *Capitalismo Cognitivo*, Manifestolibri, Rome.